

La crise ukrainienne ou le malentendu européen

Par **Philippe Lefort**

Philippe Lefort est ancien Représentant spécial de l'Union européenne pour le Caucase du Sud et pour la crise en Géorgie.

La crise ukrainienne semble avant tout résulter du choc de deux malentendus sur les représentations russes et occidentales. Mais elle est aussi le produit d'un déficit de communication entre Moscou et l'Occident, notamment l'UE, particulièrement depuis le conflit géorgien de 2008. Le réengagement du dialogue entre les acteurs passe par la prise de conscience réciproque des spécificités historiques et culturelles de chacun.

politique étrangère

« La Russie ne sera jamais protestante.
La Russie ne sera jamais juste milieu. »

(Herzen, lettre à Michelet, 7 février 1854,
cité par Marc Ferro, *La Révolution de 1917*,
Paris, Aubier, 1967.)

L'annexion de la Crimée constitue une rupture dans le système des relations internationales. L'énoncé de cette banalité conduit naturellement à se demander comment on a pu en arriver là. Certes, la distance manque encore pour permettre une analyse sereine des mécanismes qui ont conduit à une telle situation, et l'histoire immédiate est toujours un exercice dangereux. Pour autant, on ne peut, d'ores et déjà, qu'être frappé par l'étendue des incompréhensions mutuelles qui caractérisent chacune des phases de cette crise, de « leur » côté comme du « nôtre » – et il sera ici plus question des erreurs d'analyse, de jugement et de communication russes que des nôtres, auxquelles nous sommes naturellement plus sensibles.

La crise ukrainienne apparaît dans son développement au cours des neuf derniers mois comme un désastreux malentendu fondé sur la confrontation de deux théories du complot aussi fausses l'une que l'autre. L'incapacité des acteurs à communiquer efficacement constitue

un paradoxe, alors que la Russie n'a jamais été aussi connectée au reste du monde, en dépit de la fastidieuse multiplication des sommets, malgré les dialogues innombrables entre entreprises, fonctionnaires ou sociétés civiles et la prolifération de l'information dans tous les domaines.

On peut bien sûr s'accuser de ne pas avoir été suffisamment attentif aux signaux précurseurs de la crise. Le réflexe est courant, et il y a en effet un peu de cela : la crise ukrainienne est aussi une sanction de notre désinvestissement intellectuel des années 1990 dans le monde russe, dont procède un certain refus d'accepter la différence profonde, peut-être irréductible, de la Russie dans le système international, tout particulièrement en Europe. Le mur d'incompréhension ne s'est pas bâti en un jour. Les sources de la fermeture intellectuelle mutuelle de la Russie et de l'Europe remontent en partie à la crise géorgienne de 2008. Elles sont aussi liées au troisième mandat de Vladimir Poutine. Nous nous sommes progressivement enfermés avec la Russie dans ce que les psychologues appellent une situation de communication paradoxale, où chaque message est perçu comme un piège. Dans l'incapacité de comprendre, ce sont les réflexes, et non l'intelligence, qui se sont exprimés (la métaphore des échecs est dans le cas d'espèce inappropriée). C'est l'application de ces mécanismes à la crise ukrainienne qui constitue notre objet d'étude.

Le décor : Union eurasiatique et Partenariat oriental

On peut souligner qu'au départ, ces deux projets n'avaient pas nécessairement vocation à placer la Russie et l'Union européenne (UE) sur une trajectoire de collision. Mais ce sont les perceptions qui comptent et non les intentions, perceptions elles-mêmes nourries des ambiguïtés inhérentes aux deux concepts.

Successeur de la Politique européenne de voisinage (PEV), le Partenariat oriental (PO) est une politique légitime s'agissant de territoires constituant la frontière orientale de l'Union depuis l'élargissement de 2004. Mais il était aussi évident, à travers les âpres débats du sommet de Varsovie (septembre 2011) sur la mention de l'article 49 du traité sur l'Union européenne (TUE) consacré à l'adhésion de nouveaux membres, que la formule recouvrait *ab initio* un profond désaccord entre États membres sur la nature de cette frontière et la vocation ultime de l'espace compris entre les mers Baltique et Caspienne. Pour une minorité d'États et de citoyens européens, essentiellement orientaux et nordiques, c'est entre l'Ukraine et la Russie qu'il convenait de fixer la frontière de l'Union, frontière de valeurs plus que de géographie face à une Russie réputée durablement incapable de respecter les normes morales fixées à l'article 2 du même TUE. Pour la majorité, une telle perspective était inacceptable, particulièrement après l'échec du

référendum sur la Constitution européenne, associé au rejet par les opinions publiques des États fondateurs des conséquences de l'élargissement de 2004, notamment en matière de mobilité des personnes.

Les diplomates ont fait leur travail. À aucun moment, ni au sommet de Varsovie ni à celui de Vilnius (novembre 2013), les représentants de la majorité n'ont laissé subsister d'ambiguïté sur une possible dérive du Partenariat oriental vers le lancement d'un nouveau cycle d'élargissement, au-delà de l'enclave balkanique. Pour autant, c'est le message contraire qui a été compris aussi bien à Moscou que dans les pays du PO. Car si elle a résisté victorieusement à la mention de l'article 49, la majorité a perdu la bataille de la communication. La partie était, il est vrai, jouée d'avance. Un message positif (l'élargissement) a toujours de meilleures chances de passer qu'un message négatif. Le modèle européen est celui qui séduit les élites éclairées des pays du PO. Une minorité agissante, menée par des personnalités aussi charismatiques que Carl Bildt ou Radoslaw Sikorski, est plus convaincante qu'une majorité silencieuse, notamment sur les réseaux sociaux. Car en dépit de l'éphémère relance, lors du sommet d'Évian, juste après la guerre de Géorgie, par les présidents Nicolas Sarkozy et Dimitri Medvedev du concept de « très grande Europe » antérieurement illustré par le projet visionnaire mais prématuré de Confédération européenne de François Mitterrand (1990), les opposants à l'élargissement n'avaient rien à proposer, ni concrètement, ni conceptuellement.

Le même raisonnement vaut pour le projet d'Union eurasiatique/Union douanière, élaboré pendant la phase de préparation du troisième mandat présidentiel de Poutine. De ce que l'on sait du travail préparatoire, il apparaît que les *think tanks* russes (dont c'est le fonds de commerce et le principal argument que de contribuer à la réflexion des conseillers du Kremlin) ont été largement mis à contribution. Il en ressort d'aussi profondes ambiguïtés sur les objectifs ultimes du concept que pour le Partenariat oriental. L'idée commune est que la reconstruction d'une base d'influence pour la Russie dans son environnement géographique, linguistique et culturel, dans la lignée du dernier des cinq principes de politique étrangère exprimés par le président Medvedev au lendemain immédiat de la guerre de Géorgie, passe par la consolidation d'intérêts économiques partagés, étant entendu que la direction du système échoit naturellement, comme dans la ferme des animaux, à la Russie. Il s'agissait de reproduire, en mieux naturellement et sans les défauts de conception du modèle, le succès de l'Union européenne.

À l'automne 2011, deux versions étaient données de l'objectif ultime du concept. Pour les uns, il s'agissait de faire monter les enchères, d'utiliser le levier de l'Union pour accroître la marge de la Russie dans la négociation ultime avec l'UE. Il est regrettable que cette ouverture (peut-être

minoritaire du côté russe) vers une aspiration paneuropéenne n'ait pas été mieux exploitée, surtout dans le contexte de la finalisation de l'adhésion russe à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), grâce à la brillante médiation suisse, et de l'apaisement relatif des tensions dans le Caucase du Sud dans le cadre des discussions internationales de Genève. La seconde version était plus conforme au modèle poutinien traditionnel de puissance. Partant du principe, inventé pour les besoins de la démonstration, que seuls les marchés de plus de 200 millions de consommateurs peuvent peser sur la mondialisation économique, il s'agissait d'unir au marché russe les territoires qui constituaient avec lui la base industrielle de l'Union soviétique, en l'occurrence : la Biélorussie, l'Ukraine (en réalité celle du Sud et de l'Est) et le Kazakhstan (pour le Nord), avec un objectif secondaire, l'Azerbaïdjan.

Quels qu'aient été les débats internes de part et d'autre, il est clair qu'ils n'ont pas été entendus. Les Russes, en tout cas l'entourage du président Poutine et sans doute le président lui-même, ont perçu le Partenariat oriental comme un projet américain, reproduisant le modèle de l'élargissement de 2004 avec un volet militaire convoquant l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) dans l'espace intérieur de l'ancienne Union soviétique. Les Européens, du moins ceux fixés géographiquement ou intellectuellement sur la frontière orientale de l'Union, ont perçu le projet russe comme de nature néosoviétique, sans voir la profonde différence de nature et de comportement entre l'État russe et l'État soviétique. Il est remarquable de voir à quel point l'Europe et la Russie sont ainsi parvenues à transformer leurs cauchemars en réalité.

L'envers du décor, ou la communication impossible

Jusqu'à l'heure des choix arménien puis ukrainien, l'atmosphère du dialogue entre l'Union européenne et la Russie sur leurs projets respectifs fut surtout marquée par une indifférence polie. La Russie ne cultivait pas à l'égard de l'UE une obsession aussi manifeste que vis-à-vis de l'OTAN (comme l'illustre, entre autres documents russes, le Concept stratégique de 2010). Les responsables européens n'ont jamais, pour leur part, exprimé d'hostilité aussi claire sur le projet russe que la secrétaire d'État américaine en novembre 2012. L'historique des tentatives successives de la Russie depuis 1991 pour réorganiser autour d'elle l'espace postsoviétique, de même que les visites à Bruxelles des responsables de la Commission eurasiatique, venus essentiellement se faire reconnaître comme pairs sans apporter une quelconque contribution, ne pouvaient en effet pousser qu'au scepticisme.

C'est précisément parce que les choses n'ont pas été dites à ce moment-là que l'affrontement a dégénéré. Du côté européen, on a désormais compris

– mais ce n'était peut-être pas aussi évident il y a un an ou deux – que l'établissement d'une « frontière dure », d'une frontière de « valeurs » au sens de l'article 2 du TUE pouvait entraîner une réaction tout aussi dure de Moscou. Le rejet instinctif d'une telle perspective va du reste très au-delà des cercles du pouvoir. Pour le Russe moyen, couper l'Ukraine de la Russie, c'est non seulement priver cette dernière de ses racines historiques, réelles ou imaginaires, mais aussi la déposséder d'une réserve territoriale et démographique permettant d'assurer la dominance du segment européen, slave et orthodoxe sur l'immigration caucasienne ou asiatique, argument particulièrement sensible pour une population obsédée par le risque du déclin démographique. Il va sans dire que la perte de l'Ukraine discréditait automatiquement le projet eurasiatique, qui devenait purement asiatique, soit l'équivalent dans les imaginaires collectifs du retour de la Horde d'or...

L'impression prévaut de l'autre côté que les Russes n'ont toujours pas pleinement compris que les États issus de l'Union soviétique se sont politiquement éloignés les uns des autres à un point tel qu'il rend toute réunification illusoire. La « catastrophe géopolitique » de décembre 1991 est encore perçue par une majorité de Russes, notamment dans les cercles de l'administration, comme un accident de l'histoire lié aux ambitions personnelles de Boris Eltsine ou de Mikhaïl Gorbatchev, et par conséquent comme réversible. Le cas est particulièrement clair dans leur esprit pour l'Ukraine et la Biélorussie, peuplées d'une vaste majorité de « Russes » au sens ethnique et linguistique où l'entend la théorie soviétique (et avant elle impériale) des nationalités. C'est certes méconnaître la réalité des identités nationales telles qu'elles se sont développées depuis plus de 20 ans, notamment dans leur capacité à générer des élites économiques et politiques qui regimberaient à rentrer dans le rang. La simple existence de l'État biélorusse, en dépit de son isolement international et de la nostalgie ouverte de son dirigeant pour la période soviétique, en constitue une illustration. La susceptibilité de ces États à l'égard de prescriptions extérieures perçues comme attentatoires à leur souveraineté, qu'elles viennent de Moscou ou de Bruxelles, est bien connue de tous ceux qui ont eu à traiter avec eux.

La « catastrophe géopolitique » de 1991

Pour quelles raisons ces choses n'ont-elles pas été dites, notamment dans le dialogue entre les dirigeants ? S'ils avaient anticipé une confrontation dure, *a fortiori* une rupture majeure, les uns et les autres auraient adopté des lignes plus mesurées. Il faut voir là en partie le reflet du formalisme des sommets, notamment avec l'Union européenne dont les dirigeants sont tenus au respect du consensus des États membres, impossible dans le cas de

la définition de la frontière orientale de l'Union. Il va sans dire également que la crainte que suscite le président Poutine ne pousse pas nécessairement ses interlocuteurs à la spontanéité. Mais la raison majeure demeure le caractère paradoxal de la communication avec les Russes, la réciprocité étant tout aussi vraie. Si l'on part du principe que le discours de l'autre procède d'intentions cachées, aucune communication sincère n'est possible.

Pour sortir de l'impasse, il faudrait se résigner à admettre que les étrangers d'une façon générale, et les Russes en particulier, ne pensent pas comme nous. Un épisode l'illustre, certes anecdotique (sauf pour le principal intéressé), au moment même où se nouait la crise ukrainienne. Le 13 octobre 2013, le ministre conseiller néerlandais à Moscou, par ailleurs grand expert et ami de la Russie, était agressé à son domicile par des inconnus, manifestement en rétorsion de l'interpellation de son homologue russe à La Haye, soupçonné de maltraiter ses enfants, dans le contexte de tensions provoquées par la présence de Néerlandais parmi les activistes de Greenpeace détenus en Russie. Le fait de croire que l'intervention de la police néerlandaise ait été fondée sur d'autres motifs que la protection des enfants, même en infraction avec la Convention de Vienne, et qu'elle puisse donc constituer une manipulation politique, révèle, de la part de l'officine de sécurité russe vraisemblablement impliquée, une ignorance grossière de la situation aux Pays-Bas. La crise ukrainienne met en évidence à chacune de ses phases ce phénomène d'incompréhension mutuelle.

La manœuvre, de Bakou à Simféropol

Le premier acte du drame s'est joué au Caucase, avec une spectaculaire visite du président Poutine au mois d'août 2013 dans la capitale azerbaïdjanaise, avec pour résultat, deux semaines plus tard, le retrait de l'Arménie du projet d'Accord d'association avec l'Union européenne.

Il y avait bien sûr maintes raisons pour le président russe, au-delà de la compétition avec l'Union européenne, de rendre visite à son homologue azerbaïdjanais. Il semble que la rencontre ait d'ailleurs été initialement programmée un an auparavant, à l'automne 2013, avec pour objectifs de détacher l'Azerbaïdjan du projet de gazoduc Nabucco, au profit d'une réorientation des flux d'exportation vers l'Iran avec l'appui des compagnies russes, et de renforcer la présence russe dans les domaines des transports (notamment ferroviaires) et de l'armement, dont les débouchés traditionnels s'étaient réduits avec les révolutions arabes. La contrepartie, du côté russe, semblait être une promesse de rééquilibrage de la position de Moscou dans la négociation sur le conflit du Haut-Karabagh. Le scandale provoqué en septembre 2012 par la libération et le retour en Azerbaïdjan du lieutenant Ramil Safarov, condamné en Hongrie pour l'assassinat d'un officier arménien, avait rendu la visite impossible.

Un an plus tard, les priorités avaient évolué. La question du gazoduc avait perdu de son acuité avec le choix du projet Trans-Adriatic Pipeline (TAP) de préférence à Nabucco, moins semble-t-il du fait du lobbysme russe que pour des raisons économiques, les pays d'Europe centrale potentiellement desservis par Nabucco s'étant montrés peu empressés, en dépit de leurs craintes de dépendance à l'égard de la Russie et du transit ukrainien, de s'engager sur des prix et des quantités auprès des compagnies de Nabucco. Le principal objectif était désormais de détacher l'Arménie de l'Accord d'association. L'arrivée spectaculaire du président Poutine sur un navire de la Flotte de la Caspienne, l'affichage des contrats d'armement en faveur de l'Azerbaïdjan, notamment de matériels offensifs terrestres comme les chars *T90S*, les *BMP3* ou les systèmes d'artillerie *Msta-S*, *Smerch*, *Vena* et *TOS-1A Solntsepek* : tout concourait à démontrer aux Arméniens le coût potentiel d'un rééquilibrage stratégique de la Russie au Caucase du Sud.

La manœuvre était d'autant plus intéressante qu'elle n'avait été précédée ou suivie d'aucune explication entre Bruxelles et Moscou. Jusqu'à l'été 2013, l'impression prévalait d'une négligence russe à l'égard des Accords d'association, alors que l'OTAN continuait à susciter de fortes réactions allergiques, et ce n'est pas sans une certaine fierté paradoxale que les fonctionnaires bruxellois relevaient, au moment du retournement arménien, en pleine conférence des ambassadeurs du Service européen d'action extérieure (SEAE), qu'ils étaient enfin pris au sérieux par Moscou. Les Européens adoptaient pour leur part une ligne discrète, évitant de prêter le flanc aux accusations de manœuvres de refoulement de l'influence russe.

Au plan stratégique, le retournement arménien relève de deux interprétations, pas nécessairement contradictoires : soit celle d'une manœuvre calculée dont la dissimulation serait un élément constitutif, soit celle d'une improvisation marquée par l'énergie du désespoir face à une évolution jusqu'alors ignorée ou négligée. Le comportement des Russes, au lendemain du retournement arménien, accrédite plutôt la seconde hypothèse. En septembre 2013, l'ambiance générale à Moscou, en dépit du brillant succès diplomatique sur le dossier syrien, relevait d'une sorte de résignation grincheuse : la Russie avait emporté un succès facile en détachant l'Arménie, un pays étroitement dépendant sur le plan économique et stratégique, de l'Accord d'association, mais l'Ukraine était perdue, et avec elle la crédibilité du projet eurasiatique.

On s'accordera sur le fait qu'Européens et Américains ont sous-estimé l'énergie désespérée, et tardive, avec laquelle la Russie a combattu victorieusement l'Accord d'association avec l'Ukraine, usant de toutes les ressources

Pour les Russes, les révolutions sont par nature manipulées

possibles pour retourner le camp du président Viktor Ianoukovitch. Il est aussi évident que Maïdan a constitué inversement, pour les Russes, une mauvaise surprise stratégique. Dans la vision russe du monde, le peuple n'est pas un acteur, et les révolutions sont par nature manipulées. Il est remarquable de voir à quel point la Russie contemporaine, jetant aux poubelles de l'histoire l'épopée soviétique de la révolution d'Octobre, s'est approprié la thèse occidentale du coup d'État bolchevique. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, la Russie de Poutine est plus proche de celle de Nicolas 1^{er} que de celle de Lénine ou de Léonid Brejnev. À cela s'ajoute le « tourisme révolutionnaire », qui atteint son pic lors des trois jours du sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à Kiev en décembre 2013, combiné à l'ignorance de l'histoire ukrainienne de la part des *leaders* occidentaux qui, se laissant photographier en toute innocence sous les drapeaux rouge et noir, ouvraient un boulevard à la propagande russe sur le soutien étranger aux « fascistes » ukrainiens.

Dans leur vision du monde et de l'histoire, les Russes n'ont pas de réponse politique à apporter au rejet par une part importante de la population d'un pouvoir discrédité. L'idée d'une prise de gage territoriale (signalée pour la première fois par les Abkhazes à l'auteur de ces lignes) en réponse à une prise du pouvoir par Maïdan semble dater de janvier 2014. Le mode opératoire rappelle aussi bien celui des conflits caucasiens et moldave du début des années 1990 que la réponse russe à la guerre d'août 2008 en Géorgie, et relève plus du réflexe que de la réflexion. L'analogie semble plus à rechercher dans les automatismes acquis dans les sports de combat (un domaine dans lequel on ne peut nier la compétence du président russe) que dans le jeu d'échecs.

Face à l'opposition ukrainienne, les dirigeants européens étaient conscients du caractère potentiellement explosif de la situation, comme en témoigne la sortie désespérée du ministre polonais Radoslaw Sikorski pendant la négociation (« *If you don't support this... You will all be dead* »). Quant aux Russes, ils ne pouvaient interpréter la fuite de Ianoukovitch que comme une violation de l'accord du 22 février avec la complicité active des médiateurs européens. Dans le cadre de la théorie du complot qui prévaut dans l'esprit des dirigeants russes depuis la révolution serbe d'octobre 2000, la créature n'est censée jouir d'aucune autonomie de décision par rapport au créateur.

La suite des événements témoigne, de la part des autorités russes, d'un certain basculement dans l'irrationalité, non sans analogies avec leur comportement au lendemain du conflit géorgien d'août 2008. D'un point

de vue diplomatique, l'annexion de la Crimée prive la Russie de marges de manœuvre dans une négociation de sortie de crise, de même que la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud portait le sceau de l'irréversibilité. Pour reprendre le mot du cardinal de Retz, on ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens, et il aurait mieux valu, d'un strict point de vue de *Realpolitik*, faire de la Crimée un conflit gelé de plus sur la carte de l'Europe, y compris pour faciliter la manœuvre en cours dans les régions de l'Est et du Sud en vue d'une « fédéralisation » de l'État ukrainien.

La rumeur court à Moscou que la décision concernant la Crimée, comme celle des reconnaissances après la guerre de Géorgie, a été prise à l'insu, ou contre l'avis, du ministère des Affaires étrangères, et cette théorie paraît plausible. L'annexion de la Crimée viole le droit international, dont le respect est le premier des cinq principes de politique étrangère énoncés par le président Medvedev en 2008 et un des fondements sur lesquels reposent la sécurité et l'influence de la Russie. Elle porte atteinte à la crédibilité internationale du pays, notamment à l'égard de ses voisins les plus proches. Elle constitue un facteur de désordre et de confusion durable en Europe. La citation, dans l'acte d'union de la République autoproclamée de Crimée avec la Fédération de Russie, de la Charte des Nations unies et de l'Acte final d'Helsinki a un côté quelque peu pathétique et inquiétant, s'agissant des textes mêmes qui se trouvent violés... Mais l'erreur révèle une cohérence profonde dans le comportement de la Russie contemporaine, dont il importe de comprendre la logique, même si elle est profondément contraire à nos propres intuitions, pour anticiper et tenter de maîtriser la suite des événements.

La suite

Sortir de la communication paradoxale avec la Russie, dont la crise ukrainienne est l'une des manifestations aussi bien que l'une des causes essentielles, impose une certaine démarche de réévaluation de notre analyse de ce pays, tant par rapport à des souvenirs soviétiques encore très prégnants dans les analyses qu'à l'égard de nos espoirs de normalisation de ce pays. Il va sans dire qu'une démarche du même type s'impose à la Russie, dans l'hypothèse pour l'instant incertaine où elle voudrait elle-même sortir de l'impasse.

Pour décrire le comportement actuel de cet État, on peut définir plusieurs traits, certains immémoriaux, d'autres d'acquisition très récente.

L'État stratège

La Russie n'est pas et n'a jamais été une stratocratie. Pour autant, le raisonnement militaire y joue un rôle moteur dans la prise de décision

politique en Europe. Chaque zone de conflit dans la périphérie russe correspond en effet à un site d'intérêt militaire. Le cas est évident s'agissant de l'Ossétie du Sud, débouché du tunnel de Roki, seul point de passage du Grand Caucase pour des matériels lourds en toute saison. L'Abkhazie a en commun avec la Crimée de représenter un débouché sur la mer Noire. Quant à la Transnistrie, dont on s'accorde à considérer qu'elle représente un moindre enjeu sur le plan militaire, elle est parfois vue comme une porte d'accès sur les Balkans. Le conflit du Haut-Karabagh et la garantie russe sur l'Arménie justifient la présence de la base de Gyumri. La mise en réseau de ces bases, notamment par le moyen d'accords de transit terrestre, permet d'identifier les cibles territoriales potentielles des prochains mouvements russes (la région d'Odessa apparaît de ce point de vue comme un bon candidat).

À rebours de nos propres convictions depuis la Révolution dans les affaires militaires, la puissance militaire est perçue en Russie comme une présence physique de personnels et de matériels. Frappés par l'expérience des casernes yougoslaves assiégées en 1991 en Slovénie et en Croatie (scénario rejoué en Crimée pour en chasser l'armée ukrainienne), les Russes tiennent à contrôler politiquement les régions d'implantation des bases, n'hésitant pas le cas échéant à accélérer leur départ lorsque ce contrôle n'est plus possible (ce fut le cas en Géorgie, hors entités sécessionnistes, après l'affaire de l'interpellation des officiers russes à la fin de l'été 2006). La protection de la base de Sébastopol constitue de toute évidence une des principales raisons de l'annexion de la Crimée.

Inversement, il est naturel qu'un territoire non marqué militairement apparaisse, dans cette logique de pensée, comme *res nullius* au plan stratégique. De ce point de vue, la crise ukrainienne peut être interprétée comme l'un des premiers effets de la démilitarisation de l'Europe.

L'empire héroïque

Le rôle de la guerre défensive victorieuse comme élément structurant de l'image que la Russie nourrit d'elle-même fait l'objet d'une étude régulière du Centre Levada depuis les années 1990. La perception de la Russie comme empire héroïque, animé par les combats du passé (dont les moindres ne sont pas ceux de la Seconde Guerre mondiale), est une caractéristique forte des années Poutine, véhiculée par une production cinématographique abondante et de qualité (bien que peu distribuée hors des pays russophones), illustrant la résistance russe aux agressions, généralement occidentales, teutoniques, suédoises ou allemandes (avec une exception française, les Russes étant plus sensibles à l'épopée napoléonienne

qu'aux ravages de la Grande Armée). Les années Poutine ont ainsi vu l'émergence du 9 mai, anniversaire de la victoire de 1945, en véritable fête nationale russe, la fête officielle commémorant le 12 juin (1990) étant associée aux mauvais souvenirs des préludes de la « catastrophe géopolitique » de 1991. Le conflit géorgien de 2008 et l'annexion de la Crimée ont été présentés et perçus comme des actes défensifs face à une agression (géorgienne avec le soutien occidental contre un petit peuple sous protection russe, ou des « fascistes » de l'Ukraine occidentale contre les russophones).

La protection des compatriotes

Le phénomène est à la fois plus récent et plus préoccupant. La guerre de Géorgie lui a donné une impulsion décisive, avec la mention de la défense des citoyens russes comme le quatrième des cinq principes de politique étrangère formulés par le président Medvedev. Le concept est suffisamment flexible pour inclure les ressortissants russes (les Ossètes du Sud titulaires d'un passeport russe), les « compatriotes » proprement dits (c'est-à-dire les Russes « ethniques » ressortissants étrangers), les « russophones », anciens citoyens soviétiques non nécessairement russes mais susceptibles de revendiquer un attachement à la Fédération de Russie (les membres de la minorité gagaouze de Moldavie apparaissent comme de bons candidats à ce rôle, en cas de diffusion de la crise ukrainienne à ce dernier pays).

La logique de protection des compatriotes explique le choix de l'annexion de la Crimée de préférence à la consolidation d'un conflit gelé, en dépit des graves conséquences qu'il comporte pour la position internationale de la Russie. On peut lui reconnaître une certaine cohérence avec la vision ethno-territoriale de l'État telle qu'elle s'est développée et renforcée depuis la guerre de Géorgie : la Crimée étant majoritairement peuplée de Russes (ou revendiqués comme tels), il n'y avait pas de raison de leur refuser une intégration à la Fédération de Russie.

Une vision ethno-territoriale de l'État

Une telle évolution compromet radicalement les chances de succès du projet eurasiatique. En annexant la Crimée, la Russie perd toute chance de réconciliation avec l'Ukraine centrale et occidentale, de la même façon que la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud rendait toute entente avec la Géorgie impossible en dépit du remplacement du président Mikheïl Saakachvili par une personnalité *a priori* moins hostile à la Russie. L'annexion de la Crimée alimente les angoisses des Kazakhs, à tel point que l'on peut se demander si ce geste ne relève pas de la part d'une partie de l'équipe au pouvoir à Moscou d'une sorte de sabotage, conscient ou non, des ambitions de la Russie de prendre la tête d'un

vaste ensemble régional, au profit d'un projet national ou nationaliste étroit de rassemblement des terres russes.

Une vision aristocratique de l'ordre international

Depuis son émergence comme acteur international majeur, la Russie a toujours nourri une vision inégalitaire des relations internationales, fondée sur la prise en compte des échelles de puissance. Son modèle implicite d'ordre européen est celui d'un Conseil de sécurité des « grands », réglant les questions relatives aux zones intermédiaires (c'est ce qui explique notamment la séduction, pour les Russes, de la proposition de Meseberg de comité ministériel euro-russe sur les questions de politique étrangère et de sécurité, jamais mis en œuvre en raison de l'absence de contrepartie qu'aurait constitué le règlement du conflit transnistrien). Dans l'esprit des dirigeants russes, la question ukrainienne aurait dû faire l'objet d'une concertation entre les « grands », excluant bien entendu la rue de Kiev...

La contrepartie à cette lecture du monde et de l'ordre de sécurité en Europe est la promotion, faute d'accord positif, d'un partage des territoires et des influences. La vision russe de l'Ukraine à ce stade est celle d'une grande Bosnie, où les territoires de l'Est formeraient l'équivalent d'une Republika Srbska, jouissant d'une totale autonomie et capable de neutraliser la capacité de décision à l'échelon fédéral. Le raisonnement a des précédents anciens et récents. On songe au partage de l'Europe orientale et balkanique en « taux d'influence » négocié à Moscou et à Yalta ou, plus proche de nous, au plan Kozak de 2003 pour la Moldavie.

C'est sur ce dernier point que les aspirations russes et européennes paraissent les plus contradictoires et, potentiellement, les plus dangereuses. L'Union européenne associe sa sécurité à la stabilisation de son environnement, au Sud comme à l'Est, alors que la création d'États dysfonctionnels constitue l'un des instruments auxquels la Russie a recours pour tenir à l'écart de ses frontières les concurrents géopolitiques potentiels, dont fait désormais clairement partie l'Union européenne.

La crise ukrainienne n'a pas épuisé son potentiel de déstabilisation. Le fait qu'elle se soit déroulée par paliers, et non sous la forme d'un choc militaire brutal comme en août 2008, explique pourquoi elle n'a pas conduit à l'ouverture d'une communication de crise au plus haut niveau, qui seule aurait permis de dépasser les incompréhensions mutuelles. Avec

L'annexion de la Crimée, les dégâts ont pris un caractère irréversible. L'isolement de la Russie en était la seule réponse immédiate possible, y compris sous la forme d'interdiction de visas. À plus long terme, elle complique encore une communication déjà déficiente entre les acteurs. Le schisme de la civilisation européenne – dont la Russie est dépositaire au même titre que les autres nations du continent – s'annonce durable.



Mots clés

Russie
Ukraine
Union eurasiatique
Partenariat oriental de l'Union européenne